

La Sécurité Sociale en danger

La Santé malade !



Un BUDGET de la Sécurité Sociale Pour sortir de la crise sanitaire et satisfaire les besoins des populations

tour-france-sante-plfss@mailo.com

Les déserts sanitaires s'étendent. Six millions de personnes sont sans médecin traitant. Les forfaits hospitaliers, les dépassements d'honoraires, les tarifs des compléments santé explosent. Selon une étude DREES-INSEE, un tiers des personnes a renoncé aux soins, plus d'une femme sur deux a reporté ou annulé une consultation gynécologique. Les arrêts maladie, nécessaires pour se soigner, sont au centre d'une campagne de culpabilisation alors que des salarié.e.s sont contraint.e.s d'y renoncer du fait d'une diminution des indemnités journalières et des jours de carence.

Les services hospitaliers sont saturés, en particulier les Urgences dont l'accès est souvent limité, les professionnel.le.s épuisé.e.s et sous-payé.e.s. Les hôpitaux, les maternités de proximité et les centres d'IVG sont réduits ou fermés.

En psychiatrie, le manque chronique de moyens s'aggrave, entraînant des mois d'attente en Centre Médico Psychiatrique et Centre Médico Psycho Pédagogique.

Une vingtaine de départements ne disposent pas de services de soins palliatifs pour les patient.e.s en fin de vie. Les EHPADs, en manque de moyens, sont en grande souffrance ... L'Aide Médicale d'État est attaquée sous la pression de l'extrême droite.

Les pénuries de médicaments et les prix exorbitants des nouveaux traitements pèsent sur les malades et la Sécurité sociale.

Le privé à but lucratif se développe sur les créneaux rentables et les bénéfiques des grands groupes financiers se portent au mieux !

La Sécurité Sociale est menacée !

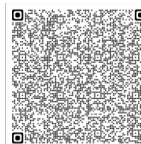
Depuis des années, les gouvernements successifs multiplient les exonérations de cotisations sociales (88,9 milliards d'euros en 2024 !), creusent les déficits des comptes de la Sécurité Sociale en limitant ses recettes et font voter des budgets insuffisants par rapport aux besoins. Tous les jours, dans les médias, on nous répète que la Sécurité Sociale est en déficit et qu'on ne peut plus continuer comme cela.

Les propositions, taxe sociale, bouclier sanitaire, franchises, augmentation de la Contribution Sociale Généralisée (CSG), capitalisation... sont toutes plus inégalitaires et injustes les unes que les autres.

Ce qui est en jeu, c'est la fin du financement solidaire par la cotisation, la fin de l'universalité de la Sécurité Sociale.

Les politiques de casse des services publics et de la protection sociale détruisent toutes les solidarités. Elles fabriquent une société qui se divise, où l'individualisme, le rejet de l'autre, la haine de l'étranger, la remise en question des droits des femmes, des LGBTQIA+ prospèrent et font le lit du Rassemblement National.

Un autre choix de société est possible !



Contact : tour-france-sante-plfss@mailo.com



Nous savons qu'il est possible de trouver des ressources pour financer la Sécurité sociale à hauteur des besoins . . .

Une augmentation des salaires de 1%, c'est 4,9 milliards d'euros par an en plus pour la Sécu. Réaliser l'égalité salariale entre femmes et hommes, c'est plus de 30 milliards d'euros de recettes supplémentaires en incluant les cotisations retraite. Supprimer les exonérations de cotisations sociales, c'est 89 milliards pour la Sécu et l'État. Supprimer les exemptions de cotisations, c'est 14 milliards pour la Sécu. Au lieu de culpabiliser les malades, il vaudrait mieux lutter contre la fraude au versement des cotisations par les employeurs et contre le travail dissimulé, c'est plus de 10 milliards d'euros.

La mise sur les marchés financiers de la dette de la Sécu avec la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES) coûte 3,2 milliards d'euros par an en intérêts financiers.

Nous devons aussi bloquer la fuite en avant des prix des médicaments innovants en imposant la transparence pour pouvoir négocier des tarifs fondés sur des critères objectifs et justifiés.

Nous en appelons à une mobilisation populaire, pour sauver notre système de solidarité, notre système de santé, où chacun.e cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

Notre système de santé, notre Sécurité Sociale sont nos biens communs. Usager.ère.s, citoyen.ne.s, professionnel.le.s, salarié.e.s, jeunes, chômeur.euse.s ou retraité.e.s, multiplions les initiatives pour défendre :

- un accès égal aux soins et à la santé, partout et pour toutes et tous
- des moyens (formations, embauches, salaires, réouverture de lits ou de services...) pour l'hôpital public, les structures du médico-social et du social, publiques ou non lucratives
- le développement d'une politique publique de secteur psychiatrique et de pédopsychiatrie de proximité avec ses besoins d'hospitalisation.
- le développement des soins palliatifs
- une politique publique de prévention, en particulier auprès des enfants et des jeunes
- un service public de santé de proximité avec ouverture de centres de santé pluriprofessionnels publics ou privés à but non lucratif, à commencer par les déserts sanitaires
- le droit des femmes à disposer de leur corps, le droit à la contraception et à l'avortement, le maintien et la réouverture de centres d'IVG et de maternités de proximité
- une prise en charge réelle et solidaire de la perte d'autonomie à tous les âges par la Sécurité sociale
- une Sécurité Sociale solidaire et universelle, gérée démocratiquement du local au national, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé prescrits, dans un périmètre élargi et défini selon les besoins des populations et non des intérêts privés dans la santé, sans aucune condition ni discrimination, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'État.
- une société juste, libre et solidaire.

Le 7 avril 2026 et ensuite,

SOIGNONS NOTRE SANTÉ, DÉFENDONS NOTRE SÉCU !

Signataires

Syndicats : Fédération des Orthophonistes de France, Fédération Solidaires Étudiant.e.s, Fédération Sud Santé Sociaux, Réseau Éco-Syndicaliste, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat des Jeunes Médecins Généralistes, Syndicat National Unitaire des Assistants Sociaux de la Fonction Publique-FSU, Union Fédérale Médecins Ingénieurs Cadres et Techniciens-CGT, Union Nationale des Étudiants de France, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale des Professionnel.le.s des Centres de Santé, Union Syndicale Solidaires, Sud Santé Sociaux Finistère, Sud Santé Sociaux Indre et Loire, Union Syndicale CGT de l'Assistance Publique -Hôpitaux de Paris

Mutuelles : Alternative Mutualiste, Mutuelle Mutami, Mutuelle des Pays de Vaucluse

Associations, collectifs, comités : Appel des Appels, Association des Médecins Urgentistes de France, Cerises La Coopérative, Collectif Inter-Hôpitaux, Collectif des Médecins Généralistes pour l'Accès aux soins, Collectif National pour le Droit des Femmes, Conseil National de la Nouvelle Résistance, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Ensemble & Solidaires Union nationale des Retraités et Personnes Agées, Fédération Générale des Retraité.e.s de la Fonction Publique, Femmes Égalité, Femmes Solidaires, Fondation Copernic, Médicament bien commun, Médecins du Monde, Mouvement de la Paix, Notre Santé en Danger, People's Health Movement France, Printemps de la Psychiatrie, Résistance Sociale, Soins Etudes et Recherches en PSYchiatrie, ATTAC Val de Marne, Collectif de Défense des Centres Médico-Psycho-Pédagogiques en Ile-de-France, Collectif de Défense de Santé du Doubs, Collectif Santé Chablais, Collectif Santé Pays-Haut (54), Collectif Santé-Sociaux Agglo Le Havre, Collectif Tenon pour le Droit à l'IVG (75), Collectif 37 Notre Santé en Danger, Comité de défense de l'hôpital de Concarneau, Comité de défense des hôpitaux du Nord-Essonne, Comité Ivryen pour la Santé et l'Hôpital Public (94), Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, L'Esprit Vitry (94), Le Manifeste Comité de St Affrique-Millau

Organisations politiques : Gauche Alternative Réseau Coopératif, Génération.s, L'APRÈS, La France Insoumise, Les Écologistes-Commission Santé, L'Union Communiste Libertaire, NPA l'anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche